



SIVI

Dans un billet d'humour intitulé «Slippendragers» (littéralement «ceux qui tiennent les basques, donc les laquais») que *De Morgen* a publié le 8 juillet 2013, Steve Samyn, chef de la rédaction politique, stigmatise l'attitude des socialistes wallons à l'égard de la monarchie:

doit être accepté sans discussion. Rarement le terme de « laquais » a été plus approprié.»

« [Lors du journal de la RTBF, le soir du vendredi 4 juillet,] le Premier ministre a été interrogé sur

ce qu'il pensait de la réaction laconique du président de la N-VA, Bart De Wever, à la question de savoir s'il recevrait le nouveau roi: «S'il a faim, il peut toujours venir manger un morceau». «Chacun d'entre nous a son opinion sur la monarchie et c'est respectable, a réagi Di Rupo, mais il ne faut pas ridiculiser les institutions. Car si vous ridiculisez la monarchie, ce sont les institutions de notre pays que vous ridiculiserez. Et ce faisant, vous portez atteinte aux institutions de tous les Belges.» Le message était clair: on peut rire, mais pas de la famille royale.

Lorsque, la semaine dernière à la VRT, on demanda au président PS de la Chambre André Flahaut s'il craignait des incidents lors de la prestation de serment, il répondit avec un large sourire : « Et où se trouve maintenant Monsieur Lahaut ? » Se moquer du député communiste qui fut assassiné parce qu'il aurait crié « Vive la République » lors de la pres-

tation de serment de Baudouin est par contre permis, apparemment. Mais pas de se moquer des « institutions » [...] Le PS fut jadis un parti qui portait un regard critique sur la monarchie. Maintenant que celle-ci convient à sa stratégie politique et à ses plans, un autre cours a été résolument choisi, et un système hérititaire

¹ Voir « Le roi, De Wever et les autres », *4 Millions*, 2, *Les faces cachées de la monarchie belge* (ouvrage numéros spéciaux communs des revues *Tout*

doit être accepté sans discussion. Rarement le terme de « laquais » a été plus approprié. »

« Lahaut avait raison

mitique autour de sa formule historiquement peu fondée sur l'essence «années 30» illustre que le pouvoir entre les communautés est devenu nu dangereusement étroit. Pour les ennemis de l'Etat Belge. Le roi, qui par définition ne peut se défendre, est devenu une cible facile. Plutôt que se cacher derrière «leur» roi, les partisans de la survie de ce pays feraient mieux d'assurer leur défense eux-mêmes¹.

Cette irresponsabilité du chef démontre l'Etat doit constituer l'objection majeure pour les démocrates. La responsabilité d'un président peuvent être mise en cause soit par des élections directes, soit par une procédure de destitution en cas de problème. Un roi ne peut être remplacé que par un membre de sa famille ou par une révolution.

Pas de roi non plus sans palais. Derrière le dos du souverain se cache un groupe de souffleurs et de défenseurs d'intérêts particuliers.

Philippe était révélateur par son vide sidéral, sauf sur un point: il déferrait immédiatement à l'extrême exprimée par Kris Peters de voir le gouvernement flamand traité à l'égal du gouvernement fédéral. Même une francophonie toute d'apparence ne doit plus offusquer la majorité: l'entourage devra être plus flamand (suivant en cela la recommandation de l'ineffable professeur Choron, pardon! Cheron, à Ecolo, sur le plateau de Mise au point), et les enfants du nouveau roi ne sont-ils pas déjà scolarisés à Sint Jan Berchmans, à tel point, nous apprend *Het Laatste Nieuws* (6 juillet), que la principale héritière a des problèmes en... français?

José Fontaine, qui, sans être pourtant réunioniste, s'affirme résolument en faveur de la République, à la fois comme projet et comme forme radicale de la démocratie dans la tradition

Ce qu'il y a de fou, c'est que, dans notre pays, ce point ne sera jamais contredit... Mais, ajoute-t-on immédiatement, c'est la Belgique [en] néerlandais, dit is nu éénmaal België: véritable leitmotiv chargé d'ironie en Flandre, NDLR]. Dans ce pays au régime politique compliqué, une monarchie, qui se situe au-dessus des partis et des communautés, est nécessaire comme une clé de voute institutionnelle... La Belgique comme échiquier: faites tomber le roi, et la partie est terminée. [...] Comment pouvons-nous être une démocratie si nous n'osons être une république? [...]

accueilli avec succès à leur retour aux Pays-Bas, également non élus et tous aussi irresponsables. »

française, a produit il y a vingt ans une critique très argumentée de la monarchie belge, dont nous nous plaisons à rappeler les thèses principales:

- en Belgique, le roi a plus de pouvoir réel que dans les autres monarchies constitutionnelles européennes, de sorte que ceux qui, par opportunité ou par conviction, minimisent son importance, contribuent paradoxalement à conforter ce pouvoir, qui se nourrit de sa propre négligation et du secret dont il s'entoure;
- si le régime héréditaire, qui

Interposer explicitement le souverain en gardien de la cohésion du pays rend presque impossible une monarchie protocolaire. [...] Même Albert II a dû constater que, justement parce qu'il était contraint à un rôle actif, sa fonction était entrainée dans les sables mouvants de la politique. La moindre

ratisme»). Quant aux politiciens francophones traditionnels, ils adoptent une dangereuse attitude de Gribouille : plus ils se groupent frileusement autour du trône pour sauver «leur» Belgique, plus ils contraignent le roi à donner des gages au Nord. À cet égard, le premier discours de

place en fait un tiers non élu à la tête de l'État, est indispensable au maintien de l'union des peuples qui le composent, alors que cet État n'est pas digne de survivre, car il n'est pas ou plus une communauté volontaire de citoyens réellement libres².

¹ Voir "L'ROI De Wever et les autres" *4 Millions*

S 7 janvier 2013

100



Les Diables Rouges, arme anti-N-VA ?

Dès le lendemain du match amical de football Belgique-France, le journaliste Olivier Mouton rédigeait un article au titre agressif sur le site du *Vif L'Express*: «*Les Diables Rouges, l'arme anti-N-VA?*». Dans la foulée, l'hebdomadaire de langue française le plus lu en Wallonie et à Bruxelles faisait du titre sa page de couverture à une nuance près: le point d'interrogation disparaissait. L'équipe nationale de football belge serait donc une arme pour influencer le vote flamand et le détourner de la N-VA. Cette instrumentalisation du sport le plus populaire dans chaque région du pays mérite que l'on s'y arrête.

Chaque match des footballeurs belges donne lieu à un bataille médiatique où chaîne privée et publique s'adonnent à une surenchère virulente. C'est à qui en fera le plus pour créer en Wallonie et à Bruxelles un climat euphorique et sublimer ainsi un sentiment de fierté «nationale» qui se veut unanime.

Pense-t-on un instant à tous nos concitoyens qui se sentent étrangers à tout sport ou encore à celles et ceux qui détestent tout esprit de compétition? Pense-t-on à tous ces

sportifs qui regrettent avec raison qu'il n'y en ait que pour les «fouteux», au détriment de la discipline sportive qui leur tient à cœur?

Personnellement, je me range du côté des citoyens qui aiment tous les spectacles sportifs. Un beau match de football peut donc susciter chez moi un grand enthousiasme, mais de là à transformer en guerrier politique chaque diable rouge, il y a un pas sinon un gouffre que je me refuse à franchir.

Au-delà du spectacle proprement dit, plusieurs choses ont retenu mon attention dans ce match.

La Marseillaise sufflée par le public belge. Ce comportement sera regretté le lendemain à la radio par l'entraîneur des Diables Rouges, Marc Wilmots.

La Brabançonne chantée en français par le public, ce qui prouve que les Diables Rouges trouvent une majorité de supporters en Wallonie et à Bruxelles.

La main posée sur le cœur des joueurs belges pendant la Brabançonne. La mise en scène est parfaite, semblable à celle de

Chacun sait que rien n'est plus versatile que l'engouement d'un public sportif, particulièrement en football. L'équipe belge a du talent, certes, mais elle doit encore se qualifier, et un accident est vite arrivé. Les déplacements en Écosse et en Croatie ne seront pas les parties de plaisir que certains imagineraient.

Ivo Belet, député européen CD&V spécialiste des questions liant football et politique, soulignait: «*Les succès des Diables réveillent un sentiment belge, c'est indéniable. Dans les tribunes, c'est tout rouge-jaune-*

jaune-rouge. Coqs wallons, lions flamands et iris bruxellois sont bannis.

Le commentaire du «journaliste» ne manque pas de parler de l'absence du roi et des membres de la famille royale, tout en insistant lourdement sur l'attachement de Philippe aux Diables Rouges.

Mais cet état d'esprit peut-il être partagé par les électeurs de la N-VA? La Brabançonne chantée en français, la foule bariolée en noir-jaune-rouge, une majorité de joueurs belges francophones, un entraîneur wallon, la mise en scène belge, tout cela fait resurgir la Belgique unitaire de papa. Cette Belgique mythique n'est-elle pas l'exemple même de ce que déteste une grande majorité de Flamands?

Récemment, Robert Collignon me disait: «*La Belgique a une belle équipe composée d'individus dualités talentueuses formant un collectif. Je me réjouis de voir l'éclosion d'un Wallon comme Eden Hazard. Pendant le match, l'état d'esprit des joueurs met de côté les appartenances régionales ou communautaires. Mais quand les joueurs flamands rentrent chez eux, ils laissent le rouge à Bruxelles pour ne garder que le jaune et le noir, à la différence des joueurs wallons et bruxellois qui restent belges avant tout.*»

Paul Durieux

CINQ POINTS, C'EST TOUT

Le coq est passé à la broche. La Wallonie est maintenant symbolisée par cinq points censés former le W. Comme c'est loin d'être clair, on écrit en dessous *Wallonia* (le français ne nous identifie pas!). Voilà le «branding» (marque déposée), comme dit le ministre-président Demotte, qui précise: «*Il faut pouvoir nous différencier.*» Qu'il se rassure: c'est réussi à ce seul égard!

Rappelons que la Fédération Wallonie-Bruxelles, elle, a pour logo des lettres cunéiformes qu'aurait tracées un Babyloniens ivre.

Juste ciel, par qui sommes-nous dirigés?



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

WALLONIA.be



WALLONIA.be

noir. [...] Cet engouement a une signification politique, ce qui est dérangeant pour ceux qui ne croient plus en la Belgique.»

Une foule bariolée de noir-jonc, jaune-rouge. Coqs wallons, lions flamands et iris bruxellois sont bannis.

Mais cet état d'esprit peut-il être partagé par les électeurs de la N-VA? La Brabançonne chantée en français, la foule bariolée en noir-jaune-rouge, une majorité de joueurs belges francophones, un entraîneur wallon, la mise en scène belge, tout cela fait resurgir la Belgique unitaire de papa. Cette Belgique mythique n'est-elle pas l'exemple même de ce que déteste une grande majorité de Flamands?



Le coin des livres

Magistrat honoraire, Georges-Henry Simonis s'est beaucoup investi dans le cadre d'associations de lutte contre les exclusions. Avec l'enthousiasme et la générosité qui le caractérisent, ce Carolorégien très actif au sein de l'Alliance Wallonne France (A.W.F.) a rédigé un

Petit abécédaire du retour à la France. Il s'est amusé, comme il l'écrit lui-même, à faire le tour des lettres de l'alphabet pour exprimer des impressions qui en appellent d'autres. Il s'agit, dans son esprit, de stimuler le débat. Ni plus ni moins.

Pour obtenir cet ouvrage, il suffit d'en faire la demande à l'auteur en utilisant l'adresse suivante : ghsimonis@voo.be. Le livre sera envoyé gratuitement aux membres de l'A.W.F. Pour les autres personnes intéressées, il est demandé de verser 10 € (frais d'envoi compris) sur le compte n° 260-0174332-92, en veillant à communiquer une adresse postale.

Voici comment Georges-Henry Simonis introduit lui-même son abécédaire :

«Comment augmenter le désir de France des Wallons? Comment augmenter le désir de Wallonie des Français? Tels sont les deux objectifs de cet ouvrage, qui ne se veut pas une analyse complète et scientifique, mais souhaite ouvrir un large débat sur la ques-

tion, aujourd'hui presque inexistant dans l'opinion publique, sauf au sein de cercles spécialisés, le plus souvent composés de militants convaincus de longue date de la pertinence de la cause wallonne, de la nécessité du rassemblement des Wallons et du retour à la France. [...]»

Le retour à la France s'inscrit dans le sens de l'Histoire. Comme nous donc par le début: ce sera l'ABC d'un rêve et d'un souhait partagés par de nombreux Wallons et Bruxellois. Faisons-le en nous amusant, de manière parfois un peu simpliste, mais surtout en faisant quelques comptes et en ayant pour but essentiel de lancer ce débat qui concerne toute la société: les jeunes, les adultes, les associations, les partis politiques, les responsables en tous genres...»

Et ce, des deux côtés de la frontière qui sépare encore la Wallonie et la France. La réunion de la Wallonie – et de Bruxelles – à la France est une grande idée, mais aussi une succession de petites préoccupations quotidiennes. Notre but ultime est d'aider les gens à avoir des conditions de vie plus faciles, et un brin de bonheur en plus. L'ancien à la Prévert, qui orientera sans doute nos choix...»

De son côté, Jules Gheude a publié un nouvel essai politique aux éditions Mon Pe-

PETIT ABECEDAIRE

À LA FRANCE

Georges-Henry SIMONIS

et à Bruxelles. Il apparaît clairement que ce que veulent les Flamands – VB, N-VA, CD&V et Open VLD hormis Verhofstadt – va dans le sens du séparatisme.

Seul le rythme de l'opération de déchirure les distingue encore: certains sont plus pressés que d'autres. Certains se contentent, dans un premier temps, du confédéralisme; les autres les presseront, avec l'appui populaire, d'en finir avec la Belgique. En face deux, les Wallons et les Bruxellois font semblant de croire encore et toujours soit au statu quo, soit à une Fédération Wallonie-Bruxelles qui monterait en puissance, soit à deux entités indépendantes.

En d'autres termes, les francophones de Belgique ne savent pas ce qui va leur arriver. Ils n'ont qu'une certitude: ils vont devoir diminuer leur train de vie dès 2022, au plus tard. Cette certitude s'appliquera à tous les domaines de leur vie en commun et à leurs revenus propres. Jules Gheude, fidèle disciple de François Perin, ne voit qu'une solution: un rapprochement progressif avec la France, notre patrie culturelle et linguistique, mais aussi un partenaire qui nous permettra de réaliser des économies d'échelle, moins douloureuses et plus riches d'avenir.»

«2014 est une année électorale importante pour la Belgique, qui renouvelera ses parlements régionales, la Chambre des Représentants et sa délégation au parlement européen. S'il ne fallait lire qu'un livre pour mesurer la portée du scrutin, je recommanderais de se fixer sur la Lettre à un ami français de Jules Gheude. Avec un louable souci du détail, de la citation précise et de l'anachorèse, l'auteur passe en revue les déclarations des leaders d'opposition en Flandre, en Wallonie et à la Prévert, qui orientera sans doute nos choix...»

Supplément à
 "4 millions 7"
 Septembre 2013

Éditeur responsable:

Jean-Paul ROOS

Cédric Chopin, François Detif,

Paul Durieux, Jean-François Goosse, Jacques Lenain,

Comité de rédaction:

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Ceux-ci sont laissés libres d'apporter ou pas les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au journal officiel de la République française en 1990.

Dans un entretien à *De Standaard* (3 aout 2013), le député fédéral N-VA

Theo Francken fait honte aux femmes et hommes politiques francophones lorsqu'il déclare: «Als kind van de Franse revolutie kan ik de monarchie niet verdedigen.» («En tant qu'enfant de la Révolution française, je ne puis défendre la monarchie.»). Message qui se passe de commentaires...



DE QUELQUES VÉRITÉS ENFIN VISIBLES ET PARFOIS DITES

Est-ce Einstein qui a dit que la vérité ne triomphe jamais, mais que ses ennemis finissent par mourir ? Je ne sais plus trop. Cet aphorisme en tout cas s'applique à merveille, chez nous, à quelques vérités qui sortent enfin du puits, encore humides et trépidantes.

Sur l'Europe

Dans l'Hexagone comme en Wallonie, le consensus europhilie des sociaux-démocrates (dont il est superflu de rappeler le mal qu'il a fait à l'économie wallonne, pour la plus grande jubilation des banques et des multinationales sans scrupules) est en train de se craquerler. Une mention spéciale pour le nouveau président du PS Paul Magnette, qui vient de donner un début de justification à l'espoir – très vigilant – que nous mettons en lui. Nous ne pouvons qu'appuyer à 90 %, en écartant le reste pour cause d'utopie, les propositions qu'il a faites avec M. Bruno Tobback dans *Le Soir* du 15 juin 2013. Elles déplaieraient dans le bon sens les axes de la politique eurocratique par leur volontarisme, leur souci de la réciprocité dans les échanges avec le monde extérieur et leur souhait de mise au pas de la finance.

Mais, comme disent les Espagnols, le songe peut se perdre entre l'assiette et la bouche. Alors que son président rai- sonne sainement, le PS vote sans état d'âme le traité budgétaire européen, dont l'objectif majeur est de réduire le déficit public à 0,5 % du PIB. La compression jusqu'à 3 % nous a déjà couchés sur le lit de Pro- custe, et c'est encore loin d'être fait. Avec 0,5 %, c'est la ruine assurée du système social, le tarissement de nos ressources productives et l'asservissement perpétuel de la puissance publique au néo-libéralisme fê-

roce et stupide de l'eurocratie, relais des forces occultes de la mondialisation. Nous entendons bien que M. Magnette n'est pas encore le vrai patron du boulevard de l'Empereur et qu'il doit manœuvrer à rebours des vieux conditionnements d'esprits intoxiqués par des décennies d'illusions et de mensonges. Il n'en reste pas moins qu'une trop longue discordance entre les paroles et les actes ne laisserait de lui dans les mémoires désabusees qu'un prometteur de sage gratis pour un lendemain sans cesse ajourné.

En attendant, l'Union européenne continue de (mé) faire ce que ne font ni les États-Unis, ni le Japon, ni la Chine.

Au lieu de vivifier par des in-

jections de liquidités une économie déprimée, elle accable

ses peuples par ses exigences d'austérité et de diète financière – en épargnant les banquiers. Au lieu de riposter énergiquement aux mesures que

prènnent les autres pour protéger leur marché intérieur et de pratiquer paisiblement leur dumping, elle mesure frileusement le tir de ses contre-battées (il est vrai que l'Allemagne, avec quelque chose) Sur ce der-

nier point toutefois, les idées évoluent. Le mot de protection-

nisme est encore tabou, mais la chose apparaît dans la notion de «juste échange» prônée par M. Magnette et dans le souci exprimé par M. Charles Michel que l'Union instaure des taxes douanières à motivation sociale et environnementale.

Bravo, mais il faut bien voir ceci : les traités européens et l'inévitable divergence des intérêts nationaux (prière de ne pas oublier celui de la Wallonie) paralySENT l'action d'un

Etat membre isolé. Renforcer l'intégration européenne ne ferait qu'aggraver le mal. C'est tendons bien que M. Magnette n'est pas encore le vrai patron du dossier FYRA, etc. qui permettra de construire la seule Europe qui soit vraiment durable : celle des nations qui voulait de Gaulle. La France, qu'étrangle l'eurocratie, saura-t-elle éclairer, une fois de plus, la voie du salut ?

Sur la monarchie

Il n'empêche que, bien après les Flamands, bon nombre de fran-

cophones ont découvert la monarchie, depuis un an, sous le jour imprécis de ses silences gênés, de ses tripotages fiscaux et

de ses petits secrets familiaux

Dépassé par l'époque, cabossé par la vie, Albert II s'en est allé à la brocante de la petite histoire.

Comme de juste, il fut sauvé par les prosternations des nains du

sérial – le faste en moins, on se serait cru à la cour d'un sultan.

Il n'empêche que, bien après les Flamands, bon nombre de fran-

cophones ont découvert la monar-

chie, depuis un an, sous le jour imprécis de ses silences gê-

nes, de ses tripotages fiscaux et

de ses petits secrets familiaux

– si tant est qu'il l'eût jamais

eu. Il engrangeait des consultants,

comme si ses cadres étaient in-

capables de lui fournir des so-

lutions (fassurez-vous : les bu-

reaux d'étude partisanes

n'y perdent pas du tout !). Et

il n'oublie pas de se payer des

salaires fabuleux, dont ne re-

vaint même pas leurs devan-

ciers. Le ministre Labille a rai-

son de vouloir y mettre bon

ordre, mais c'est pour quand ?

La machinerie de la Poste a beau être moins complexe, le fonctionnement en est aus- si discutable : la notion de ser-

vice public se dilue dans le ré-

trecissement du service... au

public et l'entrée en bourse pré-

vue à un grand bond en avant

de la privatisation. Et comme

dans les chemins de fer, le cli-

mat social a la fraîcheur de la

banquise.

La plus haute hiérarchie, les «chief executive officers»

comme on les appelle mainte-

nant dans le langage de la pen-

sée unique, ne sont pas les seuls

coupables. Il faudrait fendre aus-

si l'oreille des administrateurs

normés par la partisane, selon

ses règles, dont le facteur prin-

cipal est la docilité. Ils roupillent,

quand ils voient ce qui pourrait

gêner leurs protecteurs. Sur un

pareil terrain, la truanderie finit

par fleurir. Ne croyez surtout pas

que le cas d'Edmée De Groot,

ex-présidente de la SNCB, de

l'aéroport de Charleroi et de la

Loterie nationale (ex-grande co-

pine aussi de M. Di Rupo), soit

unique en son genre et dissua-

sif pour l'avenir.